

JAMAÏQUE - ETABLISSEMENT D'UNE NOUVELLE LISTE LXVI

Prorogation de délai

Décision du 31 août 1995¹

Considérant que les PARTIES CONTRACTANTES du GATT de 1947, par Décision du 20 août 1993² et Décisions successives, ont suspendu l'application des dispositions de l'article II du GATT de 1947 pour permettre au gouvernement jamaïcain de mettre en oeuvre le Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (Système harmonisé) et de procéder ultérieurement à des négociations;

Considérant que la note relative au paragraphe 1 b) iii) de la section concernant le GATT de 1994 de l'Annexe IA de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce prévoit que la Conférence ministérielle établira à sa première session une liste révisée des dérogations accordées au titre de l'article XXV du GATT de 1947 et encore en vigueur à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC;

Considérant que, par Décision du 31 janvier 1995³, le Conseil général a établi une liste des dérogations en application lors de l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, qui comprenait la dérogation accordée à la Jamaïque pour l'établissement d'une nouvelle Liste LXVI;

Considérant que le paragraphe 2 du Mémoire d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 prévoit que toute dérogation en application à la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC prendra fin, à moins qu'elle ne soit prorogée conformément aux procédures énoncées au paragraphe 1 dudit mémorandum d'accord et à celles de l'article IX de l'Accord sur l'OMC, à la date de son expiration ou deux ans après la date d'entrée en vigueur de l'Accord sur l'OMC, si ce délai est plus court;

Notant que le gouvernement jamaïcain s'est heurté à des problèmes techniques dans la préparation de la documentation requise pour les négociations au titre de l'article XXVIII;

./.

¹Cette décision a été adoptée, à l'issue d'un vote par correspondance, par 85 voix sans opposition.

²L/7291.

³WT/L/3 + Corr.1.

Tenant compte du fait que, bien qu'il ait encore quelques problèmes, le gouvernement jamaïcain a donné l'assurance qu'il présenterait la documentation d'ici au 29 septembre 1995, et assure l'OMC qu'il fait tout son possible pour que ce processus se termine au plus tôt;

Considérant que le gouvernement jamaïcain, ayant satisfait aux prescriptions énoncées au paragraphe 1 du Mémorandum d'accord concernant les dérogations aux obligations découlant du GATT de 1994, a demandé une nouvelle prorogation de six mois, jusqu'au 31 décembre 1995⁴, de la dérogation qui lui a été accordée;

Le Conseil général, agissant conformément aux dispositions de l'article IX de l'Accord sur l'OMC,

Décide, compte tenu des circonstances exceptionnelles exposées ci-dessus, de proroger jusqu'au 31 décembre 1995 la dérogation accordée à la Jamaïque par Décision du 20 août 1993.

⁴G/L/9.